

Un siège unique du Parlement... à Strasbourg ?

UNION EUROPÉENNE Le dossier de la localisation de l'institution à nouveau relancé

- ▶ Avec le Brexit et l'arrivée à la présidence française d'un proeuropéen, les défenseurs d'un siège unique à Bruxelles estiment le moment favorable.
- ▶ Mais le débat pourrait prendre un tour inattendu.

La transhumance mensuelle des eurodéputés de Bruxelles vers Strasbourg quatre jours par mois fait débat depuis de longues années. Ses détracteurs dénoncent son coût : 114 millions d'euros et 19.000 tonnes d'émissions de CO₂. Et le bâtiment strasbourgeois est inoccupé 317 jours par an...

« Nous écoutons les inquiétudes des citoyens en ce qui concerne le gaspillage, la pollution et le temps passé dans la logistique et à ne pas travailler pour eux », explique l'élue suédoise du groupe de droite et de centre droit PPE, Anna Maria Corazza Bildt. Autour d'elle s'est formée une alliance informelle colorée d'un bout à l'autre du nuancier politique. Ils demandent le vote d'une résolution parlementaire, en septembre, pour réclamer une feuille de route aux États membres afin que ceux-ci rouvrent les traités pour modifier cette « anomalie » historique. Ils sont les seuls à décider, ont d'ailleurs répété Commission et Conseil, mercredi.

« Parfois les symboles doivent être bousculés, aujourd'hui, Strasbourg est le symbole d'une mauvaise gouvernance » FREDÉRIQUE RIES (MR)

Les conditions sont propices pour deux raisons, selon les eurodéputés du team Bruxelles. D'une part, le Brexit, qui ouvre une sorte de marchandage des agences basées à Londres, celle

du médicament, l'EMA et l'autorité bancaire européenne. Les députés pro single seat estiment que l'on pourrait relocaliser l'EBA à Strasbourg, en compensation de la perte du PE.

L'EBA, c'est un staff permanent de 900 personnes. À l'heure actuelle, c'est une petite centaine de personnes qui hantent les couloirs du Parlement hors sessions plénières. L'EBA, c'est aussi la visite de 36.000 experts par an. Bref, la France gagnerait au change. Petit bémol, la plupart des pays européens sont candidats à l'accueil de l'EBA et la décision sera prise à l'unanimité. Et la France a proposé la candidature de... Lille.

La deuxième fenêtre d'opportunité, c'est le penchant proeuropéen du nouveau locataire de l'Élysée, qui comprendra qu'il faut montrer aux citoyens que l'UE sait se gérer et éviter le gaspi.

Or, soulignent les élus français, Strasbourg est le symbole de la réconciliation franco-allemande et Macron n'y renoncera pas. « Parfois les symboles doivent être bousculés, aujourd'hui, Strasbourg est le symbole d'une mauvaise gouvernance », a expliqué l'eurodéputée belge Frédérique Ries (MR).

« Vous voulez faire des économies ? L'hémicycle de Bruxelles tombe en ruine. Le coût des travaux ? 500 millions d'euros sur 15 ans », rétorque l'eurodéputée

française PPE Anne Sander. Ce demi-milliard, ce serait pour raser et reconstruire. Mais rénover l'existant, d'après nos contacts avec plusieurs députés, coûterait à peine moins cher. Les estimations oscilleraient entre 30 et 400 millions d'euros. Les problèmes des bâtiments bruxellois, s'ils sont prouvés, sont conjoncturels et seront résolus. Strasbourg est un problème structurel, rétorque Frédérique Ries.

« Oubliez ces chiffres (sur le bâtiment bruxellois), aucune vraie étude n'a été faite. Nous en avons demandé une, mais cela prendra du temps », nous a d'ailleurs dit l'une des vice-présidentes du Parlement, l'Autrichienne Ulrike Lunacek (écologiste). Belgique, one point ?

Anna Maria Corazza Bildt explique que l'état des bâtiments bruxellois n'est pas un obstacle à son combat. Installer le PE à Strasbourg de manière permanente demanderait un énorme agrandissement, selon elle. « Construire des bureaux coûterait moins cher que reconstruire le Parlement », rétorque Anne Sander. Une nouvelle aile a d'ailleurs été inaugurée à Strasbourg, mercredi.

Le bâtiment strasbourgeois, trop petit ? C'est, pour les députés, au moins le cas de leur bar privé, qu'ils ont demandé à agrandir. Ils se plaignent de l'espace, du manque de luminosité et des plafonds trop bas. Les travaux débiteront cet été. Selon une note interne du PE

interne, que *Le Soir* a consulté, cet aménagement coûtera à lui seul 200.000 euros. ■

ELODIE LAMER

A PARIS

Le Parlement rêve du bd Haussman

A Paris, la représentation permanente du Parlement européen arrive en bout de bail et doit se trouver un nouveau toit. « Le marché immobilier à Paris est extrêmement difficile », dit une note interne du Parlement, que *Le Soir* a consultée. L'offre est faible (2,3 % de taux de disponibilité), les prix sont élevés et le marché bouge vite, poursuit la note. Après avoir visité 90 adresses, son cœur penche en faveur du très huppé boulevard Haussmann. Il l'a emporté grâce à l'exceptionnel trafic piétonnier (sic), avec 18.000 piétons par heure, qui permettra d'attirer les « eurocurieux » à une exposition permanente et son cinéma 360°. Mais cette affluence a un coût. D'un loyer annuel actuel de 1,79 millions d'euros par an actuellement, on passerait à 5,85 millions. Le propriétaire a même accepté de faire une ristourne - le prix de base était de 66,9 millions - si le PE s'engageait à participer aux frais d'aménagement (estimés à 11,7 millions) et à signer un bail sur vingt ans.

E.L.R.